

## Le réformisme des socialistes français

Marc Lazar

Ce numéro de *Histoire@Politique. Politique, culture, société* consacré aux relations entre le socialisme et le réformisme en France atteste le fort dynamisme de l'historiographie de la gauche. On le sait, auparavant celle-ci s'intéressait principalement aux courants les plus radicaux voire révolutionnaires de la gauche, à commencer par le Parti communiste français (PCF) et l'ensemble du système d'action qu'il avait édifié au fil des ans. Le PCF faisait peur ou fascinait, et par conséquent il fut l'objet de très nombreuses études, en dépit du faible nombre de ressources archivistiques disponibles des décennies durant. Le socialisme, pour sa part, fut relativement délaissé, et plus encore ses composantes « réformistes » qui, au demeurant, ne jouissaient pas d'une bonne image dans les milieux militants auxquels étaient fréquemment liés les chercheurs spécialisés sur la gauche. Depuis quelque temps, un mouvement inverse se produit, sans doute influencé par le retournement du rapport des forces entre socialistes et communistes français qui s'est réalisé il y a une trentaine d'années, les expériences de participation au pouvoir de la gauche à partir de 1981 et les débats internes au Parti socialiste (PS) et à la gauche dans son ensemble. En effet, le réformisme si souvent dénigré dans les rangs socialistes s'est, progressivement et non sans mal, imposé comme référence identitaire servant également de légitimation politique à ce parti. Par un système de vases communicants, la révolution perdait de son aura, surtout après 1989, ce qui n'empêche toutefois pas les partisans de la gauche radicale de continuer à fustiger les adeptes de la réforme considérés plus que jamais comme des traîtres en puissance. Presque au même moment la droite s'emparait à son tour de cette notion, cherchant de la sorte à rejeter les socialistes dans le camp des conservateurs frileux. Ainsi, dans le débat public, le réformisme socialiste est revendiqué mais également disputé et discuté. Or, et ce n'est pas le moindre des paradoxes, son histoire et sa consistance sont encore très mal connues, comme les différentes expériences et significations des réformes en France<sup>1</sup>. C'est dire l'utilité de cette livraison, œuvre en outre, majoritairement, de jeunes doctorants ou docteurs explorant de nouveaux domaines et des problématiques inédites, certaines plus théoriques, d'autres davantage portées sur les analyses de politiques publiques. Leur ambition est d'historiciser et de clarifier la notion si polysémique de réformisme en mettant ainsi en exergue les différentes réalités qu'elle recouvre au fil du temps.

En France, le réformisme socialiste ne revêt guère une dimension théorique solidement élaborée, bien que certains socialistes aient tenté de le définir et de convaincre de sa pertinence, par exemple avant 1914. Les causes de cette difficulté à penser et à assumer le réformisme dans le socialisme français sont bien pointées par

---

<sup>1</sup> Voir à ce propos la récente et suggestive livraison de la *RHMC* : « De quoi la réforme est le nom ? », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 56, 4 bis, 2009/5.

différents auteurs. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le réformisme se heurte au poids vigoureux de la culture révolutionnaire, ouvriériste et antiparlementaire (Romain Ducoulombier) qui explique aussi, pour une part, les malentendus qui accompagnent l'appréhension par les socialistes français du débat révisionniste allemand (Emmanuel Jousse). Émerge à ce point la fameuse antinomie réforme-révolution que Jaurès tente de dépasser aux termes de ce qui reste sans doute l'une des plus grandes réflexions conceptuelles du socialisme français (Gilles Candar). Mais l'expérience de la Première Guerre mondiale et la scission communiste bouleversent totalement la donne.

Les autres contributions de ce dossier qui couvrent le XX<sup>e</sup> siècle dissèquent le réformisme des socialistes davantage que le réformisme socialiste puisqu'il s'avère plus pragmatique et expérimental que doctrinal. Ce réformisme se présente comme une orientation pratique visant à transformer les conditions de vie des plus démunis par une série d'actions ponctuelles et concrètes, déterminées par quelques valeurs essentielles. Toutefois, cette politique se heurte à de grands dilemmes au sein du parti socialiste (que met bien en lumière le décryptage des affiches socialistes mené par Frédéric Cépède). Elle nourrit également de vives controverses. Par exemple, à propos du sens à donner au socialisme par rapport au capitalisme (sachant que la concurrence communiste se fait cruellement sentir et que la SFIO entend se distinguer des radicaux) ; ou des rapports tissés entre le socialisme et la démocratie, ou bien encore de la caractérisation à donner de l'État républicain. Du côté des pratiques réformatrices, trois niveaux d'analyse sont repérables dans ce volume : celui de l'instance municipale dans l'entre-deux-guerres (Aude Chamouard) et celui des socialistes en situation coloniale dans l'oranaïs algérien durant la même époque (Claire Marynower), enfin, celui des politiques nationales avec l'expérience du Front républicain en 1956 (François Lafon). Les auteurs ne se contentent pas de détailler les actions réformatrices, ou de noter leur décalage par rapport à la rhétorique du parti socialiste imprégnée de mythologie révolutionnaire ou obsédée par l'impératif de la rupture radicale ; ils explorent également les débats qui continuent de se dérouler au sein du socialisme français sur la question des réformes, comme le fait par ailleurs Mathieu Fulla sur le sujet central de l'économie dans la décennie 1958-1968, et Gérard Grunberg qui reconstitue la trajectoire du PS de 1971 à nos jours en mettant en lumière ses grandes continuités historiques et culturelles. Enfin, le réformisme prend diverses formes institutionnelles qui, en France, s'avèrent d'une rare complexité, ainsi que l'illustrent les relations qui s'établissent entre le parti socialiste et les syndicats enseignants des années 1970 aux années 1990 (Ismaël Ferhat).

Si, dans l'ordre du discours politique, le réformisme socialiste fut longtemps un réformisme honteux, cet ensemble d'articles montre qu'il a néanmoins recouvré une réalité, ou mieux, des réalités multiples et diversifiées, déterminées par plusieurs éléments que, dans chaque cas d'étude, l'historien se doit d'identifier afin de comprendre leur agencement sans cesse mouvant. Le contexte historique bien sûr ; les sensibilités, les rivalités et les concurrences propres au parti socialiste ; les discussions doctrinales et la façon dont elles se formulent selon les circonstances ; la configuration formée par les autres forces politiques de droite, de gauche ou du centre ; le dispositif des organisations syndicales et leurs relations avec le parti

socialiste ; les hommes qu'ils soient responsables politiques, syndicalistes, intellectuels ou militants (on notera d'ailleurs que quelques belles figures du réformisme apparaissent dans ce numéro à l'instar d'Albert Thomas, pour se limiter à un seul exemple) ; le poids effectif ou imaginaire qu'exercent les catégories socio-professionnelles, tels les enseignants, les instituteurs, ou encore certaines corporations ouvrières ou employées ; les lieux où le réformisme se déploie ; enfin, les instruments qu'il emprunte avec les politiques publiques municipales, étatiques ou sociales.

Par conséquent, ce numéro d'*Histoire@Politique* constitue une nouvelle étape du renouvellement de l'histoire du réformisme socialiste français. Qu'elles soient le fruit des historiens ou de politistes, les études du socialisme, longtemps éclipsées, on l'a dit, par celles du communisme, ont eu jusqu'alors tendance à se structurer autour de trois principaux pôles. D'une part, l'examen de son idéologie et de sa culture politique. De l'autre, une analyse serrée du parti, dans ses relations au pouvoir et au système politique, en tant qu'organisation – avec ses débats et rivalités internes, sa sociologie, sa structuration, ses dirigeants etc. –, ou encore dans son encastrement sociétal, notamment au niveau local. Enfin, le dernier axe a consisté et consiste toujours en l'observation des relations qui se sont établies entre le socialisme et les institutions, comme par exemple, celles des municipalités ou du syndicalisme. Or, en France, interroger le socialisme à partir de la problématique du réformisme s'avère original, tant celui-ci semblait illégitime puisque la SFIO puis le PS se sont défendus longtemps d'adhérer à un pareil projet. Les avantages en sont évidents. Pareille approche exhume, par exemple, l'intensité et parfois la qualité des débats que le réformisme a en fait suscités, et qui sont souvent oubliés ou présentés de manière rétrospectivement trop simpliste. Elle permet aussi de repérer la multiplicité des expérimentations qu'il a engendrées et qui ont contribué avec d'autres acteurs et instances, rien moins qu'à changer profondément la France, notamment dans le domaine du social.

Cependant, les chantiers de la recherche sur le réformisme de gauche demeurent pléthoriques. On se contente d'indiquer ici quelques pistes de travail. D'un point de vue théorique, il faut sans doute revisiter le rapport complexe mais crucial qui s'est établi en France entre socialisme, capitalisme et État qui détermine jusqu'à nos jours la culture politique socialiste. Ce qui suppose une étude à la fois de contenu mais aussi une étude des conditions intellectuelles et politiques d'élaboration de ces réflexions, qui d'ailleurs ne sont pas uniquement cantonnées à la France. En termes d'examen des pratiques, les municipalités socialistes de l'après-1945 restent quasiment *terra incognita*. Cette recherche permettrait de dresser un premier bilan comparatif des politiques publiques du socialisme municipal (y compris par rapport à d'autres expériences d'autres forces politiques, dont les communistes). Tout comme l'étude des différents moments où les socialistes furent au pouvoir est une condition indispensable pour indiquer les continuités et les ruptures de leurs conceptions de l'action publique, le contenu de celle-ci, les instruments qu'ils utilisent et les moyens qu'ils mobilisent. L'approche des acteurs du réformisme (théoriciens, dirigeants, élus, maires mais également experts, conseillers, etc.) doit également être amplifiée. Il serait également nécessaire d'analyser la nature des échanges – matériels mais aussi

Marc Lazar, « Le réformisme des socialistes français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)

symboliques et culturels – que les socialistes ont créé avec certaines catégories sociales de prédilection par leurs actions réformatrices et celles qu’en revanche ils ont ignorées. Enfin, il s’avère nécessaire de sortir du cadre français trop étroit. Le réformisme socialiste est, par définition, international, et en tout cas européen, et il alimente les débats des socialistes : il serait à cet égard intéressant d’analyser les transferts culturels, la circulation des idées et des expériences d’un parti socialiste à l’autre, les réseaux qui s’improvisent puis se pérennisent.

Ce n’est que par cette accumulation de connaissances que nous serions en mesure de mieux préciser encore la définition du réformisme socialiste et sa signification profonde en France et peut-être ailleurs.

**L’auteur :** Marc Lazar est Professeur d’histoire et de sociologie politique à Sciences Po et à la Luiss-Guido Carli (Rome).

**Pour citer l’article :** Marc Lazar, « Le réformisme des socialistes français », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)